



Assemblée générale

Distr. générale
11 décembre 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 148 de l'ordre du jour

**Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies**

Rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	5
A. Considérations générales	5
B. Utilisation des crédits	7
C. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	15
D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	16
III. Exécution du budget	31
A. Ressources financières	31
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	32
C. Évolution des dépenses mensuelles	32
D. Autres recettes et ajustements	33
E. Contributions non budgétisées	33
IV. Analyse des écarts	33
V. Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique	35
VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	38



VII. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Comité des commissaires aux comptes approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/309.	39
---	----

Résumé

Le présent rapport rend compte de l'ensemble des dépenses de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (BSLB) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (exercice 2014/15). La corrélation entre les dépenses de l'exercice et l'objectif de la Base est mise en évidence dans les tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats correspondant à la composante appui.

Au cours de la période à l'examen, la Base a continué de regrouper et de rationaliser ses activités d'appui en sa qualité de Centre de services mondial de l'ONU. La BSLB, qui était initialement une simple base de soutien logistique consacrée essentiellement aux services de transport et de distribution, s'est transformée en un centre opérationnel intégré qui se charge de la gestion opérationnelle des services informatiques et de communication, de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et assure aux missions les services d'appui qui leur sont nécessaires tout au long de leur mandat.

Au cours de l'exercice, le Centre de services mondial a engagé des dépenses d'un montant de 66,5 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 94,5 % (contre des dépenses d'un montant de 68,5 millions de dollars et un taux d'exécution de 100 % à l'exercice précédent).

La sous-utilisation des crédits affectés au personnel civil est principalement imputable à l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro et aux dépenses communes pour le personnel recruté sur le plan international, qui ont été inférieures aux prévisions étant donné que le coefficient d'ajustement a été moins élevé que prévu. Les dépenses afférentes au personnel temporaire (autre que pour les réunions) ont également été inférieures aux prévisions, les taux moyens de vacance de postes ayant été plus élevés que prévu pour le personnel recruté sur le plan international et l'appréciation du dollar ayant exercé un effet favorable.

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Personnel civil	44 796,0	40 943,3	3 852,7	8,6
Dépenses opérationnelles	25 542,6	25 540,2	2,4	0,0
Montant brut	70 338,6	66 483,5	3 855,1	5,5
Recettes provenant des contributions du personnel	6 218,3	5 989,8	228,5	3,7
Montant net	64 120,3	60 493,7	3,626,6	5,7
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	70 338,6	66 483,5	3 855,1	5,5

Le taux d'occupation des postes a augmenté par rapport à l'exercice précédent pour le personnel recruté sur le plan international et national, mais cela a été légèrement compensé par la baisse du taux d'occupation des emplois de temporaire recruté sur le plan national.

Exécution du budget : ressources humaines

<i>Catégorie</i>	<i>Taux de vacance pour 2013/14 (pourcentage)^a</i>	<i>Effectif approuvé pour 2014/15^b</i>	<i>Effectif réel pour 2014/15 (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance pour 2014/15 (pourcentage)^a</i>
Personnel recruté sur le plan international	12,3	127	113	11,0
Personnel recruté sur le plan national	4,9	284	273	3,9
Emplois de temporaire ^c				
Personnel recruté sur le plan international		5	2	60,0
Personnel recruté sur le plan national	33,3	8	5	37,5

^a Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

^b Niveau maximum de l'effectif autorisé.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Le présent rapport rend également compte de l'état d'avancement de la constitution des stocks pour déploiement stratégique pendant l'exercice considéré (1^{er} juillet 2014-30 juin 2015), comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 56/292 et ses résolutions ultérieures sur la question, dont la plus récente est la résolution 69/309.

Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.)

<i>Catégorie</i>	<i>Livrés</i>	<i>Dépenses</i>
Stocks pour déploiement stratégique	63 308,9	34 284,1

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre VI du présent rapport.

I. Introduction

1. Présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 31 janvier 2014 (A/68/727), le projet de budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) (BSLB) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 s'élevait à un montant brut de 71 485 900 dollars (montant net : 65 161 000 dollars). Dans son rapport sur la question (A/68/782/Add.8), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que le montant brut de 70 338 600 dollars (montant net : 64 097 200 dollars) soit approuvé pour l'exercice.

2. Par sa résolution 68/284, l'Assemblée générale a approuvé un montant brut de 70 338 600 dollars (montant net : 64 120 300 dollars) au titre des dépenses de la BSLB pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

3. Dans sa résolution 56/292, l'Assemblée générale avait souscrit au concept de stocks de matériel stratégique, tel que présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 mars 2002 (A/56/870), et à son application aux fins du déploiement d'une mission complexe, et avait approuvé un montant de 141 546 000 dollars à cet effet. Ces stocks pour déploiement stratégique permettent de déployer des missions rapidement et de réduire les délais de livraison du matériel dont les missions ont immédiatement besoin lorsqu'elles sont créées ou élargies. Ils constituent une réserve de matériel renouvelable gérée de façon dynamique et constamment évaluée de manière à répondre aux besoins changeants des opérations. Dans sa résolution 59/299, l'Assemblée a approuvé l'intégration des coûts de reconstitution de ces stocks au montant de l'autorisation d'engagement de dépenses mentionnée au paragraphe 1 de la section IV de sa résolution 49/233 A. Dans sa résolution 64/269, elle a décidé que, si une décision du Conseil de sécurité concernant la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix obligeait le Secrétaire général à engager des dépenses, celui-ci était autorisé, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à utiliser les stocks pour déploiement stratégique disponibles jusqu'à concurrence d'une valeur de 50 millions de dollars, les stocks devant être reconstitués lorsque le crédit initial aurait été ouvert.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. À l'origine, le Département des opérations de maintien de la paix utilisait le Dépôt de l'Organisation des Nations Unies, d'abord situé à Naples puis transféré à Pise (Italie). Ce dépôt avait été créé pour abriter le matériel devenu disponible après la liquidation de la première Force d'urgence des Nations Unies en 1956. La Base de soutien logistique des Nations Unies est installée à Brindisi depuis la fin de 1994.

5. Le 23 novembre 1994, le Secrétaire général et le Gouvernement italien ont signé un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des biens et des installations de Brindisi par l'Organisation. Un premier additif, signé le 7 décembre 2001, concernait la donation de trois nouveaux entrepôts. Un deuxième, concernant la cession de locaux et de terrains supplémentaires à la Base par le Gouvernement

italien, a été signé le 4 août 2008. Un troisième, concernant la cession de six bâtiments et d'un terrain non bâti, a été signé le 23 novembre 2011. Un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des installations de Valence (Espagne) par l'Organisation des Nations Unies a été signé par le Secrétaire général et le Gouvernement espagnol le 28 janvier 2009.

6. Au cours de la période à l'examen, la BSLB a continué de regrouper et de rationaliser ses moyens et fonctions d'appui en sa qualité de Centre de services mondial chargé d'apporter un appui efficace et rationnel aux missions. Le Centre de services mondial a poursuivi sa conversion de simple base de soutien logistique consacrée essentiellement aux services de transport et de distribution en un centre opérationnel global et intégré. Dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions, le Centre de services mondial, qui fonctionne en tant qu'entité unifiée comprenant la BSLB et le centre de Valence (Espagne), se charge de la gestion opérationnelle des services informatiques et de communication, de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et assure aux missions les services d'appui qui leur sont nécessaires tout au long de leur mandat, depuis la planification préparant leur mise en place jusqu'à leur liquidation.

7. De plus, le Centre de services mondial a joué un rôle essentiel à l'appui de la mise en service du progiciel Umoja, notamment en procédant à des analyses de la qualité des données de l'ancien système et au nettoyage de ces données et, plus particulièrement, en centralisant les fonctions de mise à jour des données en vue d'assurer un traitement des données cohérent. Dix-huit postes d'agent des services généraux recruté sur le plan national initialement affectés aux missions ont été mis à la disposition du Centre en vue d'aider à la tenue des données de référence essentielles pour le déploiement effectif du système. Le Centre a continué d'appuyer la mise en service d'Umoja en menant d'autres activités, comme la création d'un centre de formation à Valence, le renforcement des fonctions du service d'assistance de Brindisi et la consolidation d'autres éléments d'appui technique tels que la sécurité de l'information et la résilience opérationnelle.

8. En outre, le Centre de services mondial a hébergé les systèmes Vblock pour Umoja et, grâce au fonctionnement des bases de Brindisi et de Valence comme des centres jumeaux de technologie, les services de reprise après sinistre et les dispositifs de sécurité de l'information pour Umoja ont été assurés. La connectabilité entre les missions et le Centre a été contrôlée de façon continue et garantie 99,9 % du temps. Des services d'assistance de niveau 2 ont été créés au Centre pour fournir un soutien opérationnel ou classer les incidents pour informer l'équipe Umoja en vue de leur règlement par des spécialistes des processus et des analystes des systèmes de gestion (appui de niveau 3).

9. Au cours de la période considérée, le Centre a participé à trois réalisations escomptées en exécutant les produits clefs qui s'y rapportent, tels qu'indiqués dans les tableaux du cadre de budgétisation ci-dessous. Ceux-ci sont regroupés par unités fonctionnelles : le Service de l'appui à la Base, le Service de la logistique, le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications et les unités du Département des opérations de maintien de la paix hébergées à la Base, à savoir la Force de police permanente, le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires et le Service intégré de formation.

10. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2014/15, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés

dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

11. Au cours de l'exercice considéré, la Base a réalisé les objectifs d'étape suivants :

- a) Achèvement de la première phase de conversion du Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications en un prestataire de services unique suivant une stratégie de technologies unifiée;
- b) Mise en œuvre de la centralisation des systèmes d'information géospatiale;
- c) Hébergement du système Inspira au Centre de services mondial;
- d) Achèvement de l'examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique et mise en conformité de ces stocks avec l'organisation en modules et avec les besoins propres à chaque mission;
- e) Élaboration de plans détaillés de solutions modulaires pour les camps de 50, 200 et 1 000 personnes, ainsi que d'une base aérienne et d'une base de soutien logistique.

12. Le Service de la logistique a mené à bien les activités suivantes :

- a) Appui à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) durant sa phase de démarrage, notamment pour ce qui est du plan de dotation en matériel, de la conception des camps et du déploiement de l'équipe d'appui logistique, et coordination de la liquidation du matériel du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA) et de son transfert à la MINUSCA;
- b) Appui à la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE), en particulier coordination de l'aide nécessaire concernant le matériel, tel que le matériel informatique, les véhicules blindés et ambulances et d'autres types de fournitures et de matériel; livraison spéciale de véhicules dans les zones touchées par l'Ebola; préparation d'opérations aériennes; appui logistique sur le terrain aux activités locales des missions; soutien technique pour l'installation des bureaux et évaluation environnementale des activités de génie;
- c) Déploiement d'équipes d'appui aux missions auprès de plusieurs opérations locales;
- d) Coordination et remise de rapports d'analyse contenant des recommandations aux missions concernant la planification globale des achats;
- e) Coordination de la liquidation du matériel et appui sur le terrain assurés pour le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL), le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB), la Mission électorale des Nations Unies au Burundi (MENUB) et la MINUAUCE;

- f) Examen de 67 demandes présentées pour avis technique concernant des travaux de génie civil nécessitant la mise en œuvre de procédures d'achat;
- g) Appui technique en matière de génie, au moyen de l'élaboration de documents techniques et de visites sur le terrain auprès de 10 missions;
- h) Mise au point et exécution du système de gestion des informations aériennes dans six missions, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets;
- i) Analyses périodiques menées au niveau mondial concernant les rapports sur l'évolution des stocks, dans lesquelles sont signalées les catégories de biens dont la gestion devrait être ajustée en vue de réduire le niveau global des stocks des missions ;
- j) Réalisation d'une enquête sur le taux de satisfaction des clients concernant la qualité de l'appui logistique fourni.

13. Le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications, anciennement Service de l'informatique et des communications, a mené à bien les projets suivants :

- a) Hébergement, maintenance et services d'assistance pour les applications centrales, le système Inspira, Umoja et le progiciel iNeed;
- b) Mise au point d'applications géospatiales et de projets de géovisualisation des données et exécution de produits de géographie opérationnelle dans les missions;
- c) Gestion centralisée de cinq bases de données géospatiales mondiales;
- d) Obtention des normes ISO 20000 et ISO 27001 de 2013 relatives à la gestion des services informatiques et à la gestion de la sécurité de l'information;
- e) Obtention par le centre de Valence de la certification de niveau 3 de l'Uptime Institute, qui atteste de sa solidité;
- f) Appui continu aux systèmes audio et vidéo et aux systèmes de données hébergés et gérés par le Centre de services mondial à Brindisi et à Valence;
- g) Application à petite échelle d'un modèle d'appui à distance aux missions;
- h) Installation de 1 080 panneaux solaires supplémentaires, portant à 1 780 leur nombre total, ce qui a permis au Centre de produire son premier gigawatt-heure d'énergie solaire.

14. Le Service de l'appui à la Base a mené à bien les activités suivantes :

- a) Services d'aide à la planification des achats et à l'approvisionnement fournis à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA), à la Commission mixte Cameroun-Nigéria et au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel;
- b) Services d'appui administratif à la MANUL, dont 15 postes sont intégrés au Centre de services mondial;

c) Assistance dans le domaine des finances fournie au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie (anciennement Bureau du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie).

15. Le Bureau régional de la sécurité aérienne a mené à bien les activités suivantes :

a) Organisation de six visites de contrôle de la sécurité aérienne auprès de trois missions;

b) Organisation et réalisation de deux exercices réels dans le cadre du plan d'intervention d'urgence en cas d'accident aérien.

16. Le Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions a mené à bien les activités suivantes :

a) Achèvement de la vérification des références des candidats présélectionnés;

b) Approbation des personnes à inscrire sur la liste des candidats présélectionnés;

c) Traitement des demandes d'indemnité pour frais d'études émanant du personnel des missions.

17. Le Groupe de la gestion des marchés des missions a mené à bien les activités suivantes :

a) Rédaction d'un modèle de cahier des charges pour les services médicaux de niveau 3;

b) Organisation de la conférence annuelle sur la gestion des marchés;

c) Fourniture de conseils, de documents d'orientation et d'instructions permanentes destinés à soutenir la politique de gestion des marchés;

d) Mise en place et gestion d'un réseau en ligne de spécialistes de la gestion des marchés.

18. Les unités hébergées du Département des opérations de maintien de la paix ont mené à bien les activités suivantes :

Force de police permanente

a) Aide aux organes suivants : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), MINUSCA, Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), antennes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Tchad et en Sierra Leone, Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) et antenne du PNUD à Sri Lanka;

b) Participation à quatre missions d'examen et d'évaluation auprès de différentes missions et élaboration des rapports y relatifs, à l'appui du mandat de la Division de la police;

- c) Participation à deux conférences internationales sur des questions de police.

Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires

- d) Appui à la MINUSCA durant sa phase de démarrage;
- e) Assistance et appui à quatre missions;
- f) Conduite de missions d'évaluation des opérations en vue d'aider cinq missions.

Service intégré de formation

- g) Organisation de cours de formation du personnel civil préalable au déploiement à l'intention de 414 membres du personnel;
- h) Appui en matière de formation (missions d'amélioration de la formation et stages de formation) fourni aux missions de maintien de la paix et aux États Membres.

Renseignements complémentaires demandés

Centralisation des systèmes d'information géospatiale

19. Dans sa résolution 69/309, l'Assemblée générale, rappelant la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 46 de son rapport (A/69/839/Add.9), a prié le Secrétaire général de veiller à ce que l'initiative de centralisation en cours concernant les systèmes d'information géospatiale débouche sur une réduction des ressources affectées à ces systèmes dans les missions et de lui rendre compte à ce sujet dans son prochain rapport sur la Base de soutien logistique. On rappellera à cet égard qu'au cours de l'exercice 2014/15, première année de mise en œuvre de l'initiative de consolidation des systèmes d'information géospatiale, la suppression de 14 postes dans des missions et la création de sept emplois de temporaire au Centre de services mondial ont été approuvées. Des quantités correspondantes de licences d'utilisation des logiciels et de matériel ont été réaffectées et transférées. Depuis, un important travail a été fourni pour prévoir le déroulement des activités de la deuxième année, soit l'exercice 2015/16, et définir la nouvelle infrastructure à mettre en place. À l'heure actuelle, on prévoit que la centralisation des systèmes d'information géospatiale se traduira par des gains appréciables dans les missions au cours des exercices 2015/16 et 2016/17.

20. La restructuration et le regroupement des fonctions du Centre de gestion des systèmes d'information géospatiale sont maintenant terminés et le Centre de gestion a été transféré du Service de la logistique au Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications. On peut s'attendre à des réductions des dépenses courantes annuelles relatives au personnel et à l'infrastructure ainsi qu'à des économies ponctuelles résultant du regroupement du matériel.

Progrès faits dans la réalisation de l'objectif ultime de la stratégie globale d'appui aux missions

21. Au paragraphe 12 de son rapport (A/69/839/Add.9), le Comité consultatif a recommandé à l'Assemblée générale d'inviter le Secrétaire général à présenter des informations complètes sur les progrès faits dans la réalisation de l'objectif ultime

envisagé pour le Centre dans la stratégie globale d'appui aux missions, s'agissant du volet chaîne d'approvisionnement et organisation en modules, ainsi que dans la transformation de la BSLB en Centre de services mondial, au titre du volet services partagés. Cette recommandation a été approuvée par l'Assemblée et on trouvera ci-après des informations à ce sujet.

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

22. En mai 2015, le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions a approuvé des documents d'orientation, portant notamment sur l'objectif, la stratégie et le plan d'action associés à la chaîne d'approvisionnement. L'objectif visé a été défini comme suit : « établir une chaîne d'approvisionnement souple et bien gérée qui soit à même de servir les missions de maintien de la paix des Nations Unies avec efficacité et efficience ». La stratégie a été structurée autour de quatre champs d'action interdépendants, à savoir :

- a) Établir un ensemble de procédures intégrées de gestion de bout en bout de la chaîne d'approvisionnement, dans le cadre desquelles les fonctions, rôles et responsabilités sont clairement définis;
- b) Proposer des modalités d'approvisionnement adaptées aux différentes situations et à la diversité des besoins et des problèmes;
- c) Fournir des solutions concernant l'infrastructure, les technologies et les ressources (y compris humaines) qui permettent de soutenir et de faciliter la gestion de la chaîne d'approvisionnement;
- d) Instaurer un cadre de gestion de la performance permettant de mesurer, surveiller et gérer la chaîne d'approvisionnement pour en garantir l'efficacité et l'efficience.

23. Le plan d'action, qui en est encore à sa phase initiale, comprend un calendrier indicatif ambitieux qui devra être réajusté au fur et à mesure de la mise en œuvre du programme.

24. La mise en œuvre globale de la stratégie de gestion de la chaîne d'approvisionnement se fera dans le cadre d'un programme pluriannuel, au cours duquel un plan fondé sur les normes et meilleures pratiques du secteur sera élaboré, en vue de faire connaître l'objectif ultime de la stratégie et de maintenir le cap sur la transformation et les changements à opérer dans les procédures, l'organisation, les outils ou technologies et l'information, de façon harmonisée avec la mise en service d'Umoja-Extension 2 et d'autres activités connexes.

25. Compte tenu de ces éléments, l'Administration a lancé la mise en œuvre immédiate de quatre projets pilotes à court terme, consistant à :

- a) Étudier les couloirs logistiques d'Afrique de l'Est en vue de trouver des moyens d'améliorer la chaîne d'approvisionnement dans la région;
- b) Examiner la manière dont les missions planifient leurs achats, afin d'améliorer la prise de décisions et la recherche de fournisseurs, d'établir des contrats-cadres adaptés et de mieux prévoir et analyser les besoins des missions;
- c) Analyser les conditions internationales de vente type fixées aux fins des achats et des transactions commerciales, en étudiant les conditions d'expédition en vigueur afin de formuler des recommandations stratégiques à cet égard;

d) Normaliser l'entreposage centralisé sur la base d'instructions permanentes et de directives à cet effet.

26. L'exécution de ces projets à court terme doit permettre de jeter les bases d'une mise en œuvre sur le long terme, tout en contribuant à améliorer les procédures dans les domaines concernés.

Organisation en modules

27. Dans le cadre du plan d'exécution de la stratégie globale d'appui aux missions, le Centre de services mondial a rempli toutes les tâches qui lui avaient été confiées au titre de l'organisation en modules nécessaire à la réalisation de l'objectif prévu pour les missions, à savoir les doter des moyens d'intervenir rapidement grâce à un éventail de modules et de capacités essentielles prêts au déploiement. Les résultats ci-après ont été obtenus :

a) **Modules standardisés.** Les missions ont accès et recours à des modules techniques standardisés, conçus pour des camps de 50, 200 et 1 000 hommes, ainsi que pour les bases logistique et aérienne. Ces modules leur permettent de gérer l'électricité, l'eau et les déchets de façon viable sur le plan écologique;

b) **Stocks pour déploiement stratégique.** Après examen, on a remanié la composition des stocks pour déploiement stratégique afin d'y ajouter le matériel nécessaire aux modules, notamment le matériel de transport, le matériel médical, le matériel de génie, les fournitures et le matériel informatique;

c) **Déploiement des modules et du matériel.** Pendant les cinq années de mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions (2010-2015), des modules et du matériel ont été expédiés à 21 missions, dont le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA), la MINUSS, la BINUCA, la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), la MINUSMA, la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, la Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies chargée du démantèlement du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne (Mission conjointe OIAC-ONU), la MANUL, la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), le BINUGBIS, la MINUSTAH, la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la MINUSCA, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), la MINUAUCE, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), la MANUSOM et la MINUL. Les modules déployés couvraient notamment les besoins suivants : sécurité, approvisionnement en eau, traitement des eaux usées, approvisionnement en énergie, installations sanitaires, cuisine, logement, ateliers de réparation et de maintenance, entreposage, santé, informatique et communications, stockage de carburant, protection incendie, véhicules lourds et légers et systèmes d'information géographique;

d) **Capacités essentielles.** En 2010, le Centre de services mondial a mené l'initiative Équipes d'appui aux missions, qui s'est avérée très fructueuse. Dans ce cadre, il a déployé 286 membres d'équipes d'appui chargées de répondre aux demandes d'assistance de 69 opérations sur le terrain et du Siège dans les domaines suivants : logistique, génie, gestion des biens, liquidation, information géospatiale,

informatique et télécommunications, appui administratif. En 2014, il a lancé, à titre d'essai, l'initiative des équipes mondiales d'appui aux missions, qui a mené à la création d'une base de données de plus de 100 membres du personnel des missions, dotés de diverses compétences logistiques, techniques et administratives. L'essai a d'abord été mené dans trois missions mais il n'a pas été jugé concluant car les missions étaient peu disposées à détacher des membres de leur personnel en raison de la réduction généralisée des crédits qui leur étaient accordés au titre des postes. Le projet a donc été abandonné.

28. L'approche modulaire a permis de soutenir le lancement d'opérations de la MANUL, la MINUSMA et la MINUSCA, pour lesquelles on a déployé des équipes d'appui, élaboré des plans de camps, établi des cahiers des charges et installé des modules.

Transformation de la Base de soutien logistique des Nations Unies en Centre de services mondial

29. Dans le cadre du volet services partagés de la stratégie globale d'appui aux missions, la BSLB a été transformée en Centre de services mondial. Ce dernier fonctionne en tant qu'entité unifiée comprenant la BSLB, installée à Brindisi (Italie), et le centre de Valence (Espagne) et remplit deux fonctions principales. D'une part, il assure la gestion opérationnelle des services informatiques et de communication, de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale et, de l'autre, il veille à la bonne prestation des services d'appui aux missions tout au long de leur mandat, depuis la planification de leur lancement jusqu'à leur liquidation.

30. Dans le cadre de la stratégie globale, la BSLB fournit actuellement aux missions les services d'appui administratif suivants :

a) Le service intégré d'appui aux activités d'achat des missions (service COMPASS), par lequel elle appuie les activités d'achat des missions politiques spéciales dont les capacités en la matière sont limitées ou inexistantes, à savoir l'UNOWA, l'Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria et l'UNOCA;

b) Certaines des activités d'appui à la MANUL, par l'intermédiaire d'un centre d'assistance basé à Brindisi. Dans le cadre de cet arrangement, 15 postes de la MANUL sont affectés à Brindisi pour des fonctions relevant des domaines suivants : achats (2), logistique (4), informatique (1), ressources humaines (3), voyages (1), administration (1) et finance (3).

31. Dans son prochain rapport annuel sur l'aperçu général du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, qui sera soumis à l'Assemblée générale pour examen à la deuxième partie de la reprise de sa soixante-dixième session, en mai 2016, le Secrétaire général donnera plus de détails sur la mise en œuvre de la stratégie pendant la période 2014/15 et au-delà, en précisant les progrès réalisés vers son achèvement et sa généralisation.

Entités ne relevant pas du Secrétariat, basées à Brindisi et Valence

32. Au paragraphe 55 de son rapport (A/69/839/Add.9), le Comité consultatif a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de lui présenter, dans ses futurs rapports sur l'exécution du budget et projets de budget de la BSLB,

des informations sur tout le personnel occupant les locaux de Brindisi et de Valence, ainsi que des précisions sur les modalités administratives et le recouvrement des coûts, les frais de location et d'entretien, les recettes perçues et toute autre information pertinente sur l'utilisation des locaux de l'Organisation des Nations Unies.

33. Au cours de la période considérée, le Centre de services mondial a accueilli à Brindisi et Valence des membres du personnel de soutien d'autres entités, en appliquant le principe du recouvrement des coûts, comme indiqué ci-après :

a) Occupation de 466 espaces de travail par mois, à Brindisi et à Valence (voir le tableau ci-dessous);

<i>Espaces de travail/mois en 2014/15</i>	<i>Brindisi</i>	<i>Valence</i>	Total
Centre international de calcul	49	405	454
Bureau de l'informatique et des communications	0	12	12
Total	49	417	466

b) Au 30 juin 2015, 59 membres du personnel de soutien d'autres entités occupaient des locaux du Centre de Services mondial (voir le tableau ci-dessous).

<i>Occupation au 30 juin 2015</i>	<i>Brindisi</i>	<i>Valence</i>	Total
Centre international de calcul	6	52	58
Bureau de l'informatique et des communications	0	1	1
Total	6	53	59

34. L'Administration est en train d'élaborer un cadre complet de recouvrement des coûts liés à l'utilisation des installations par le personnel de soutien ne relevant pas du Secrétariat. Le coût des charges (nettoyage, jardinage, sécurité et entretien) est calculé au prorata.

Exécution financière

35. Le taux global d'exécution du budget pour la période allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 était de 94,5 %. Le montant des dépenses pour l'exercice 2014/15 s'est établi à 66 483 500 dollars, laissant un solde inutilisé de 3 855 100 dollars. Celui-ci s'explique essentiellement par la baisse des dépenses prévues au titre du personnel civil (3 852 700 dollars, soit 8,6 %), en raison des facteurs suivants : a) l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro; b) la baisse du coefficient d'ajustement pour le personnel recruté sur le plan international, conformément à ce qui a été déterminé par la Commission de la fonction publique internationale; c) des taux moyens effectifs supérieurs aux taux de vacance de postes prévus au budget pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions), ainsi que l'appréciation du dollar des États-Unis.

36. Le montant des dépenses opérationnelles s'est établi à 25 540 200 dollars. L'utilisation totale des crédits alloués à cette rubrique tient au fait que les dépenses

engagées au titre de certaines catégories (principalement l'informatique, les installations et infrastructures et les fournitures, services et matériel divers) ont été supérieures aux prévisions. Ce dépassement a été entièrement compensé par le fait que d'autres dépenses, principalement au titre des communications, ont été inférieures aux prévisions. Une analyse des écarts figure au chapitre IV du présent rapport.

C. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

37. La BSLB a fourni des liaisons par satellite et apporté un appui informatique aux fins de plusieurs séances de formation organisées par le Programme alimentaire mondial (PAM) sur son site de San Vito. En outre, le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a continué de fournir un appui aux services de téléphonie et de données nécessaires à l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies du PAM. Enfin, des services en matière d'informatique de bureau, de téléphonie par Internet et de réseaux informatiques ont été dispensés au Centre international de calcul et au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, sur la base du recouvrement des coûts.

38. Le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications du Centre de services mondial a également assuré, sur la base du recouvrement des coûts, des services en informatique et communications pour des entités ne relevant pas du Département de l'appui aux missions, notamment le Département des affaires économiques et sociales, le Bureau de l'informatique et des communications, le Département de la sûreté et de la sécurité et le Centre international de calcul.

39. Par ailleurs, la coopération avec d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies et d'autres bureaux du Secrétariat s'est élargie et renforcée. En effet, des services dans les domaines des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications ainsi que des services de conférence ont été dispensés à l'appui des entités suivantes : le Tribunal pénal international pour le Rwanda, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le Tribunal spécial pour le Liban, l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges, la Cour pénale internationale, les bureaux hors Siège (Offices des Nations Unies à Genève, Nairobi et Vienne), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le PAM, la Commission économique pour l'Afrique, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, le Corps commun d'inspection et la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala. De plus, le Centre de services mondial a poursuivi sa collaboration avec le PAM dans les domaines d'intérêt commun, notamment l'aviation, les services et la formation, et lui a fourni, sur la base du recouvrement des coûts, un appui logistique pour les transports aériens (y compris la manutention au sol), selon que de besoin.

40. Par l'intermédiaire de la Force de police permanente, le Centre de services mondial a également continué de resserrer ses partenariats avec d'autres organisations régionales telles que l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne. La Force de police permanente a en outre continué de fournir au Centre d'excellence pour les unités de police de stabilisation, situé à Vicenza (Italie), un appui à la formation, en proposant

des programmes sur le maintien de la paix. Par ailleurs, dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des activités policières, judiciaires et pénitentiaires, elle a assisté le PNUD dans ses activités au Tchad, le PNUD ayant pris en charge les frais de voyage.

41. Pendant la période considérée, le Directeur du Centre de services mondial est demeuré le coordonnateur de secteur (sécurité) pour l'ensemble des entités des Nations Unies présentes dans le secteur, dont l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et le Centre international de calcul.

42. Le Bureau régional de la sécurité aérienne du Centre de services mondial a continué de développer la coopération régionale entre les missions en fournissant conseils et assistance aux missions concernées en matière d'élaboration, de mise en œuvre et de gestion de programmes de sécurité aérienne et en veillant au respect des politiques, directives et procédures édictées par le Département des opérations de maintien de la paix et par le Département de l'appui aux missions dans le domaine de la sécurité aérienne.

D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration de l'appui opérationnel et technique apporté aux missions de maintien de la paix et aux autres opérations hors Siège

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Contrôle centralisé et suivi de 100 % des déplacements stratégiques aériens par le système de localisation mondial, y compris l'analyse coûts-avantages et le choix des appareils, afin de réduire les dépenses régionales de fonctionnement de la flotte et de l'utiliser au mieux	Objectif atteint : 100 % des déplacements stratégiques aériens ont fait l'objet d'un contrôle centralisé et d'un suivi.
Fourniture en temps voulu de 100 % des services de manutention au sol et des informations météorologiques; aide à l'obtention des droits de circulation dans l'espace aérien italien dans les cinq jours suivant le dépôt d'une demande par une mission ou un service	Objectif atteint : 100 % des services de manutention au sol et des informations météorologiques ont été fournis en temps voulu; l'aide à l'obtention des droits de circulation dans l'espace aérien italien a été fournie dans les cinq jours suivant le dépôt d'une demande par une mission ou un service.
Recomposition et reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide sur la base de leur utilisation au cours des cinq derniers exercices, en tenant compte des enseignements tirés de l'expérience, des modifications des hypothèses budgétaires et des progrès technologiques	Objectif atteint. L'examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique s'est achevé en avril 2015. La reconstitution des stocks pour déploiement stratégique a été entièrement menée à bien, sauf pour 166 éléments qui n'étaient pas couverts par un contrat cadre.
Réseau longue portée disponible 99,9 % du temps	Objectif atteint. Le réseau a été disponible 99,96 % du temps.
Applications hébergées sur les serveurs centraux des missions disponibles 99,85 % du temps	Objectif atteint. Les applications ont été disponibles 99,86 % du temps.

Progiciels des Nations Unies hébergés sur les serveurs centraux disponibles 99,9 % du temps	Objectif atteint. Les progiciels ont été disponibles 99,95 % du temps.
Accès au réseau Umoja et à l'infrastructure d'appui 99,9 % du temps	Objectif atteint. L'accès au réseau Umoja et à l'infrastructure d'appui a été possible 99,97 % du temps.
Fourniture de tous les produits géographiques demandés dans les délais fixés, des services géographiques dans un délai de 10 jours et des analyses spatiales et des analyses de terrain dans les trois mois suivant le dépôt de la demande par une mission ou un service	66 % des produits géographiques ont été fournis dans les délais fixés. Le temps de réponse a dépassé le délai dans certains cas, en raison de l'augmentation du nombre de demandes émanant des missions. Tous les services géographiques ont été fournis en temps voulu. Toutes les analyses spatiales et les analyses de terrain ont été fournies en temps voulu.
Fourniture de services centralisés de gestion et de traitement des images, y compris la détermination de produits à forte valeur ajoutée, dans un délai d'un mois à compter du dépôt d'une demande faite par une mission ou un service	Objectif atteint. Délais respectés à 100 %
Fourniture d'applications géospatiales et d'outils de décision, dans un délai variant de 3 à 5 mois à compter du dépôt d'une demande par une mission ou un service	Objectif atteint. Délais respectés à 100 %

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Service de la logistique		
Examen de 100 % des demandes présentées pour avis technique, concernant des travaux de génie civil nécessitant la mise en œuvre de procédures d'achat	Oui	Les 67 demandes ont toutes été traitées, conformément aux instructions permanentes du Centre de services mondial.
Fourniture d'un appui technique à deux missions au moins sous forme de documents techniques et de visites sur le terrain	10	Un appui technique a été fourni à la MINUSMA, à la MINUSCA, au Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP), à la MINUAUCE, à l'ONUST, à l'UNOWA, à la MINUSS, à la FISNUA et à l'UNSOA.
Réponse à 100 % des demandes relatives à l'établissement du cahier des charges ou aux spécifications techniques des projets de génie complexes concernant des missions	Oui	Tous les services demandés par des missions leur ont été dispensés (1 demande particulière de la MINUSCA et 3 demandes émanant des autres missions concernant l'établissement de cahiers des charges pour des contrats cadre mondiaux).
Entretien et enrichissement de la base de données	Oui	La base de données techniques SharePoint a

techniques SharePoint, et possibilité d'accès à la bibliothèque en ligne de normes techniques pour toutes les missions, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7

Réalisation d'une enquête sur le taux de satisfaction des clients concernant la qualité de l'appui logistique fourni

Maintien de 100 % des stocks stratégiques pour déploiement rapide de véhicules, de groupes électrogènes, de matériel et de matériaux en état d'être déployés à tout moment

Examen annuel de la composition des stocks stratégiques pour déploiement rapide permettant de répondre aux besoins en lots de services définis au préalable et d'assurer un roulement optimal des stocks

Mise à l'essai, inspection, entretien et réparation de 100 % des stocks stratégiques pour déploiement rapide, de la réserve du matériel de l'ONU et du parc opérationnel de véhicules, des groupes électrogènes et du matériel du Centre de services mondial

Fourniture de services de manutention au sol, de services d'information météorologique, d'une aide pour l'obtention de droits de circulation dans l'espace aérien italien et de services d'appui pour tous les aéronefs en service du Centre de services mondial

Planification et exécution centralisées de 100 % des transports aériens stratégiques des Nations Unies

Contrôle et suivi de 100 % des vols de la flotte aérienne des Nations Unies

Réalisation d'une enquête initiale sur l'approvisionnement et le matériel de génie dans deux missions de grande taille et une mission de taille moyenne, afin de vérifier la concordance des données figurant dans Galileo avec les biens effectivement présents sur le terrain

été entretenue et enrichie et de nouvelles possibilités d'accès ont été fournies aux ingénieurs des missions.

Oui Le questionnaire a été communiqué à 669 destinataires le 27 mars 2015 et l'enquête a été close le 17 avril 2015, avec un taux de participation de 13,3 %. Les résultats de l'enquête ont révélé un taux de satisfaction des clients de 92,80 % pour la qualité et de 93,30 % pour la rapidité.

Oui Tous les stocks pour déploiement stratégique de véhicules, de groupes électrogènes, de matériel et de matériaux ont été maintenus en état d'être déployés à tout moment.

Oui L'examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique a été mené afin de veiller à l'efficacité opérationnelle de la configuration et de la composition des stocks.

Oui Les stocks pour déploiement stratégique, la réserve du matériel de l'ONU, le parc opérationnel de véhicules, les groupes électrogènes et le matériel du Centre de services mondial ont tous été mis à l'essai, inspectés et entretenus.

Oui Une assistance a été fournie aux fins de 22 mouvements aériens.

Oui La planification et l'exécution centralisées ont été assurées pour 100 % des 139 transports aériens stratégiques des Nations Unies.

Oui Le contrôle et le suivi ont été assurés pour 100 % des vols de la flotte aérienne des Nations Unies (soit 128 aéronefs en moyenne)

Oui Une enquête initiale a été réalisée dans trois missions (UNSOA, MINUSTAH et ONUCI) et le rapport correspondant a été établi pour chaque enquête.

Élaboration de la version finale des modules de calcul des coûts pour des camps de 50, 200 et 1 000 hommes

Oui La version finale des modules de calcul de coûts a été élaborée pour des camps de 50, 200 et 1 000 hommes.

Mise au point d'une méthode visant à améliorer dans son ensemble la fonction de gestion du matériel à l'échelle mondiale

Oui Des instructions permanentes relatives à la gestion du matériel et des accessoires d'uniforme réglementaires à l'échelle mondiale ont été approuvées, puis publiées sur l'intranet du Centre de services mondial le 16 décembre 2014.

Appui à 100 % des aéronefs affrétés par les Nations Unies, en service au Centre de services mondial, dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions

Oui Un appui a été fourni à 100 % des aéronefs affrétés (pour 22 mouvements aériens).

Inventaire physique de 100 % des biens, des installations et du matériel du Centre de services mondial, comme prescrit par les Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS)

Oui Les biens, les installations et le matériel ont tous été inventoriés.

Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications

Traitement d'images et extrapolation de produits de surveillance et de contrôle pour une surface de 1 200 km², extraction des caractéristiques d'objets sur une surface de 10 800 km², cartographie topographique d'une surface de 92 600 km² et cartographie thématique de 54 000 km² de terrain

3 247 km²
Superficie couverte par le traitement d'images et l'extrapolation de produits de surveillance et de contrôle. Les demandes plus nombreuses des missions expliquent le produit supérieur aux prévisions.

8 416 km²
Superficie couverte par l'extraction de caractéristiques d'objets. Les demandes moins nombreuses des missions expliquent le produit inférieur aux prévisions.

77 273 km²
Cartographie topographique. Le nombre moins élevé des demandes de services présentées par la MINUAD explique le produit inférieur aux prévisions.

10 253 101 km²
Superficie couverte par la cartographie thématique du terrain. Le fait que les activités ont été menées à l'échelle des pays plutôt qu'à celle des camps et sites explique le produit supérieur aux prévisions.

Conception de 8 applications géospatiales, de 9 projets de géovisualisation des données et exécution de 50 produits de géographie

8 Applications géospatiales

10 Projets de géovisualisation de données. Les projets supplémentaires exécutés dans le

opérationnelle dans les missions				cadre de la lutte contre l'Ebola expliquent le produit supérieur aux prévisions.
	208			Produits géographiques d'appui aux opérations. Les demandes plus nombreuses des missions expliquent le produit supérieur aux prévisions.
Organisation de 3 stages de formation de niveau supérieur aux systèmes d'information géographique	3			Stages de formation
Gestion de 3 bases de données géospatiales centralisées mondiales	5			Bases de données géospatiales mondiales. L'augmentation des services d'aide à la gestion centralisée des données géospatiales résultant du fait que les missions ont recours de plus en plus aux bases de données géospatiales explique le produit supérieur aux prévisions
Analyses spatiales et de terrain visant à évaluer la présence d'eau souterraine sur 20 000 000 m ² , sélection de sites propres à l'installation de camps et réalisation du profil topographique de 36 000 km ² , analyse en visibilité directe de 1 000 km ² et détermination de l'aptitude à la circulation sur 50 000 km ² de terrain	20 241 900	m ²		Superficie couverte par les analyses spatiales et de terrain visant à évaluer la présence d'eau souterraine. La demande de la MINUSMA d'effectuer des études hydrogéologiques sur 13 sites supplémentaires explique le produit supérieur aux prévisions.
	40 000	km ²		Superficie couverte pour la sélection de sites propres à l'installation de camps et la réalisation de profils topographiques. La demande de la MINUSCA d'effectuer des études sur 6 sites supplémentaires pressentis pour l'installation de camps explique le produit supérieur aux prévisions.
	1 920	km ²		Superficie couverte par les analyses en visibilité directe. La demande plus élevée émanant des opérations sur le terrain explique le produit supérieur aux prévisions.
	Non			Il n'y a pas eu d'analyse de l'aptitude à la circulation sur le terrain. L'absence de demande émanant des opérations sur le terrain explique l'absence de produit.
Gestion technique des largeurs de bande disponibles par satellite; liaisons téléphoniques et	27			Stations terrestres principales régionales
	374			Stations éloignées satellitaires

transmission d'images vidéo et de données numériques; appui à distance à un réseau satellitaire composé de 27 stations terriennes principales régionales, de 374 stations satellitaires éloignées et de 440 liaisons satellitaires entre les missions, ainsi qu'entre les missions et les stations, au moyen de 30 émetteurs-récepteurs installés dans deux téléports reliés à 4 satellites, et mise en place et préparation de stations éloignées satellitaires de communication

Conception et intégration d'un générateur d'énergie n'émettant pas de carbone, qui alimentera intégralement le système mobile de télécommunications déployable lors des opérations sur le terrain

Exploitation, assistance et maintenance couplées de 83 lignes téléphoniques E1 intermissions, de 52 lignes téléphoniques E1 commerciales, de 19 lignes louées et de 3 liaisons Internet à haut débit

Exploitation, appui et maintenance de l'infrastructure réseau couplée (Brindisi et Valence), qui comporte 145 routeurs, 218 commutateurs, 12 pare-feu, 52 pare-feu virtuels, 8 boîtiers d'exploitation des applications Web, 11 analyseurs de réseaux, 9 systèmes de détection des intrusions, 40 accélérateurs pour réseaux longue portée, 4 passerelles vers des réseaux privés virtuels, 33 dispositifs de téléphonie par Internet (VoIP) et 54 éléments pour vidéoconférence

- 1 026 Liaisons satellitaires entre les missions et entre les missions et les stations. La location d'un transpondeur supplémentaire et l'ajout de liaisons pour les structures satellitaires d'Umoja et de Microsoft Exchange expliquent le produit supérieur aux prévisions.
- 30 Systèmes de transmission et de réception
- 2 Téléports reliés à 4 satellites
- Oui Un dispositif de production d'énergie n'émettant pas de carbone a été conçu et testé avec succès pour l'alimentation des systèmes de télécommunications sur le terrain. Il a été intégré au système mobile de télécommunication déployable, sur le site du Centre de services mondial, puis transféré à la MINUAUCE.
- 63 Lignes téléphoniques de type Trunk pour les communications entre missions. Le remplacement des lignes E1 par des lignes de type Trunk offrant le même niveau de service avec un nombre réduit de circuits explique le produit inférieur aux prévisions.
- 62 Lignes téléphoniques commerciales E1. Les demandes plus nombreuses des missions expliquent le produit supérieur aux prévisions.
- 29 Liaisons louées. Les demandes plus nombreuses des missions expliquent le produit supérieur aux prévisions.
- 2 Connexions Internet à haut débit. Le renforcement de la capacité des liaisons existantes effectué pour satisfaire les demandes explique le produit inférieur aux prévisions.
- 165 Routeurs
- 114 Commutateurs. L'utilisation de dispositifs de commutation à capacité plus élevée explique le produit inférieur aux prévisions.
- 15 Pare-feu
- 94 Pare-feu virtuels
- 14 Boîtiers d'exploitation des applications Web
- 12 Modules d'analyse de réseaux

Hébergement, maintenance et assistance pour 40 applications sur serveurs centraux, ainsi que pour l'application Inspira de gestion des ressources humaines, au bénéfice de toutes les missions et du Siège, du Secrétariat et des autres programmes des Nations Unies; maintenance et gestion de l'acheminement des messages pour 55 000 boîtes aux lettres et de la réplication des fichiers courriers pour les opérations mondiales; gestion d'une procédure de sauvegarde portant sur 1 000 téraoctets (niveau 2) et 500 téraoctets (niveau 3) aux fins de la continuité des opérations et de la reprise après sinistre des missions, et gestion des systèmes et du stockage de 1 200 machines virtuelles, de 200 serveurs physiques et de 1 300 téraoctets de capacité de stockage des données

Gestion à distance de l'infrastructure du réseau longue portée du Département de l'appui aux missions et du Département des opérations de maintien de la paix, constituée de 114 routeurs, de 47 commutateurs, de 1 pare-feu, de 40 accélérateurs

- 9 Modules de détection des intrusions
- 80 Accélérateurs de réseaux longue portée
- 4 Passerelles vers des réseaux privés virtuels
- 73 Dispositifs de téléphonie par Internet (VoIP)
- 78 Éléments pour vidéoconférence.
L'augmentation globale des besoins d'assistance est due au recours accru aux infrastructures centralisées de téléphonie, de transmission de données et de vidéotransmission.
- 48 Applications hébergées sur serveurs centraux.
La nécessité d'héberger de nouvelles applications explique le produit supérieur aux prévisions.
- 46 595 Boîtes aux lettres gérées et réplication des fichiers courrier. Le nettoyage des comptes de messagerie Lotus Notes lors de la migration vers la messagerie Microsoft Exchange explique le produit inférieur aux prévisions.
- 411 Téraoctets : volume géré au niveau 2 dans le cadre d'une procédure de sauvegarde aux fins de la reprise après sinistre et de la continuité des opérations des missions.
- 966 Téraoctets : volume géré au niveau 3 dans le cadre d'une procédure de sauvegarde aux fins de la reprise après sinistre et de la continuité des opérations des missions.
- 2 197 Machines virtuelles
- 367 Serveurs physiques. L'augmentation globale des besoins en serveurs et équipements connexes est due au recours accru aux infrastructures centralisées de téléphonie, de transmission de données et de vidéotransmission.
- 1 127 Téraoctets de capacité de stockage
- 88 Routeurs
- 165 Commutateurs
- 15 Pare-feu
- 36 Accélérateurs de réseau longue portée
- 43 Éléments pour vidéoconférence

de réseau longue portée et de 45 éléments pour vidéoconférence n'appartenant pas à l'infrastructure du réseau du Centre de services mondial

Exploitation et gestion de tous les systèmes d'appui aux infrastructures, implantés à Brindisi et à Valence, nécessaires aux fins de l'hébergement et du raccordement de deux systèmes intégrés Vblock pour Umoja

Mise en place et entretien de procédés de gestion informatisés standard dans 10 opérations de maintien de la paix

Hébergement de centres de données virtuels afin d'assurer la résilience opérationnelle de 6 opérations de maintien de la paix

Fourniture, à trois opérations de maintien de la paix, de services techniques informatiques et de communication et d'un appui de haut niveau, notamment en matière de contrôle des infrastructures et de gestion des événements

Service de l'appui à la Base

Fourniture de services de gestion et d'appui administratif à un effectif composé de 425 civils, 3 employés du Syndicat du personnel des missions hors Siège, 15 fonctionnaires de la MANUL, 120 vacataires et 40 consultants

L'écart concernant les produits attendus s'explique par les changements de configuration des infrastructures de la MINUSMA, de la MINUSCA, de la MINURSO et de la MANUL, ainsi que par le succès de la mise en œuvre des services d'appui à distance aux missions.

2 Systèmes intégrés Vblock pour Umoja gérés et exploités

10 Opérations de maintien de la paix : FINUL, FNUOD, UNSOA, Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), UNFICYP, MINUL, Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), MINUSCA, Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et MINUSMA

7 Opérations de maintien de la paix (ONUCI, MINUSCA, MINURSO, FINUL, MONUSCO, MINUK et FISNUA)

2 Opérations de maintien de la paix : MINUSMA et MINUSCA. Un soutien a également été apporté à la MANUL

393 Civils

3 Représentants du Syndicat du personnel des missions hors Siège

15 Agents de la MANUL

6 Agents de la MINUSMA recrutés sur le plan national

73 Vacataires. Les besoins moins importants en vacataires, qui avaient été calculés sur la base de l'expérience passée, explique le produit inférieur aux prévisions.

32 Consultants. Les besoins moins importants en consultants expliquent le produit inférieur aux prévisions.

Coordination de 250 activités d'apprentissage pour 3 000 participants	249	Activités d'apprentissage intéressant 4 257 participants. Le nombre de participants a été supérieur aux prévisions en raison de la hausse de la demande.
Organisation et gestion de 30 visites officielles	19	Visites officielles. La demande plus faible explique le produit inférieur aux prévisions.
Organisation et mise en œuvre de 30 programmes de formation destinés aux membres du personnel du Centre de services mondial	25	Programmes d'apprentissage. La demande plus faible explique le produit inférieur aux prévisions.
Fourniture de services médicaux aux membres du personnel civil du Centre de services mondial et aux personnes à leur charge, ainsi qu'aux stagiaires de l'ONU à Brindisi	2 911	Personnes ayant bénéficié de services médicaux
Réalisation de séances d'information médicale à l'intention de 320 nouvelles recrues du personnel civil participant à la formation préalable au déploiement	Oui	25 séances d'information médicale ont été organisées à l'intention de 411 civils nouvellement recrutés.
Réalisation de 6 séances d'information sur les infections sexuellement transmissibles et le VIH à l'intention de l'ensemble du personnel du Centre de services mondial	6	Séances d'information
Entretien du parc de véhicules du Centre de services mondial, constitué de 124 véhicules basés à Brindisi et 5 à Valence	124	Véhicules basés à Brindisi
	5	Véhicules basés à Valence
Entretien de 58 bâtiments en dur (61 136 m ²), de 13 structures à parois souples (7 215 m ²), de 111 conteneurs préfabriqués et de 307 073 m ² de terrains non bâtis, dont des espaces verts, des surfaces bétonnées et asphaltées, et des routes et aires de stationnement, à Brindisi	58	Bâtiments en dur (61 136 m ²)
	13	Structures à parois souples (7 215 m ²)
	111	Préfabriqués (conteneurs)
	307 073	m ² Superficie de terrains non bâtis (zones vertes, surfaces cimentées et asphaltées, routes et aires de stationnement)
Entretien de 10 bâtiments en dur, dont 3 bâtiments principaux et 7 bâtiments secondaires (pavillon d'entrée; entrepôt; local à ordures; poste de contrôle; remise à outils et à pompes de jardin; local « énergie » abritant le centre de contrôle de section, des groupes électrogènes et la station de raccordement au réseau d'abonnés) (8 783 m ²) et 34 717 m ² de terrains non bâtis, dont des aires de stationnement	10	Bâtiments en dur (8 783 m ²)
	34 717	m ² Superficie de terrains non bâtis, dont des aires de stationnement

Bureau du Directeur

Bureau régional de la sécurité aérienne

Réalisation de 9 visites de contrôle de la sécurité aérienne auprès de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) (3 visites par mission)

6 Visites de contrôle de la sécurité aérienne à la MANUI, à la FINUL et à l'UNFICYP (2 visites chacune). Le produit est inférieur aux prévisions en raison de la révision de la directive du Bureau régional de la sécurité aérienne réduisant de 3 à 2 (pour chacune) le nombre de visites à l'UNFICYP et à la FINUL. La troisième visite à la MANUI a été annulée par cette dernière pour des raisons de sécurité.

Organisation et réalisation de 2 exercices réels, à l'UNFICYP et à la FINUL, dans le cadre de leurs plans d'intervention d'urgence en cas d'accident aérien

2 Exercices réels organisés et effectués à la FINUL et à l'UNFICYP

Élaboration et mise en service d'un portail Web équipé d'outils électroniques de programmation en matière de sécurité aérienne, pour toutes les missions

Non L'élaboration et la mise en service du portail Web comprenant des outils de programmation concernant la sécurité aérienne sont en cours, certains modules étant encore en phase de mise au point. Le portail est opérationnel et accessible à toutes les missions, et son module de gestion de l'apprentissage a permis à 441 membres du personnel, au Siège et dans 17 missions, de suivre des cours mis au point en interne.

Bureau des services de sécurité

Prestation de services de sécurité, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, à Brindisi et à Valence

Oui Prestation de services de sécurité, 24 heures par jour et 7 jours par semaine

Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions

Vérification des références de 1 250 candidats inscrits sur les listes de réserve relatives aux postes dans les missions

2 400 Vérifications de références effectuées. Le produit est supérieur aux prévisions car les dossiers en souffrance ont tous été traités.

Approbation, par les organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, de l'inscription de 1 800 candidats sur les listes de réserve

1 899 Personnes dont l'inscription sur la liste de candidats a été approuvée. L'intensification des activités de sélection et d'inscription sur la liste de réserve explique le produit supérieur aux prévisions.

Produits non prévus

Traitement de 1 300 demandes d'indemnités pour frais d'études

1 684 Demandes d'indemnités pour frais d'études traitées. Activité non prévue dans le cadre de budgétisation axée sur les résultats pour l'exercice 2014/15, la proposition de transférer le Groupe au Centre de services

régional d'Entebbe (Ouganda) n'ayant pas été retenue par l'Assemblée générale.

Groupe de la gestion des marchés des missions

Fourniture d'un modèle type de cahier des charges et des conditions à respecter pour l'achat de marchandises ou de services destinés aux missions

Oui Le modèle type de cahier des charges pour la fourniture de services médicaux de niveau 3 a été mis au point.

Organisation d'une conférence à l'intention du personnel chargé de la gestion des marchés relatifs aux opérations sur le terrain

1 La quatrième conférence annuelle sur la gestion des marchés relatifs aux opérations sur le terrain a été organisée à l'intention du personnel des missions.

Mise en place et maintenance d'un réseau en ligne de spécialistes de la gestion des marchés à l'intention du personnel des missions

Oui Le réseau en ligne de spécialistes a été mis en place et sa maintenance est assurée; les nouveaux utilisateurs qui en font la demande y ont accès.

Fourniture de conseils sur les pratiques et principes en matière de gestion des marchés, dans le cadre de 15 vidéoconférences organisées avec les missions

18 Visioconférences organisées avec les missions et avec le Siège. La participation de missions supplémentaires (MINUSCA, ONUST et UNFICYP) explique le produit supérieur aux prévisions.

Fourniture de documents d'orientation et de procédures opérationnelles permanentes à l'appui de la politique de gestion des marchés du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions

3 Documents d'orientation fournis. Le manuel de gestion des marchés relatifs aux opérations sur le terrain a été mis au point et sera applicable à partir de l'exercice 2015/16.

Mise en place d'une capacité initiale d'échange d'informations entre de multiples missions sur le niveau des prestations fournies par les contractants

Oui Achèvement en juin 2015 de l'outil en ligne de communication d'informations sur le niveau des prestations fournies par les sous-traitants

Réalisation escomptée 1.2 : Déploiement rapide dans les missions tout au long de leur cycle de vie, comme prescrit par le Siège

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Installation de liaisons de communications sur les lieux d'une nouvelle opération de maintien de la paix dans les 24 heures suivant l'arrivée du matériel informatique de communications et du personnel du Centre de services mondial travaillant dans le domaine des technologies de l'information et des communications

Objectif atteint. Des liaisons de communications ont été installées à la MINUAUCE dans un délai de 24 heures.

Mise en place des modules de services dans les zones des missions dans les 90 jours suivant l'envoi par le Siège des instructions destinées au Centre de services mondial

Objectif atteint. 62 envois ont été effectués dans les 29 jours suivant la réception des instructions du Siège.

Recensement et mise en place, dans les 90 jours suivant l'envoi par le Siège des instructions destinées au Centre de services mondial, des stocks pour déploiement stratégique et du matériel logistique propre à soutenir les équipes de lancement et les premiers déploiements de militaires et de policiers

Objectif atteint. Les stocks pour déploiement stratégique ont été recensés et mis en place dans les 90 jours suivant la demande.

Déploiement d'équipes d'appui aux missions dans les 15 jours suivant la date d'approbation du déploiement

L'équipe d'appui aux missions du Centre de services mondial a dépêché 75 de ses agents pour soutenir 22 missions. Dans 64 cas, le délai des 15 jours a été respecté. Dans les autres cas, le retard était imputable à des facteurs externes tels que la délivrance des documents de voyage (visas, notamment) ou à l'approbation des services médicaux.

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre		Observations
Service de la logistique			
Coordination conjointe de la liquidation des missions par le Centre de services mondial et le Département de l'appui aux missions	7	Coordination de la liquidation des sept missions : BINUCA, BINUCSIL, Mission conjointe OIAC-ONU, Tribunal pénal international pour le Rwanda, BNUB, MENUB et MINUAUCE	
Fourniture, sur demande, de modules de services aux missions	15	Missions ayant demandé et reçu des modules de services	
Réalisation des évaluations techniques des contrats de transport dans les 24 heures suivant leur réception	Oui	74 évaluations techniques de contrats de transport individuels ont été effectuées dans les 24 heures suivant la réception de la demande ou de précisions techniques supplémentaires.	
Chargement de 100 % des aéronefs dans le respect des délais d'atterrissage et de décollage fixés	Oui	100 % des aéronefs (14 au total) ont été chargés en respectant les délais fixés de décollage et d'atterrissage.	
Déploiement dans les missions de 100 % des modules (disponibles dans les stocks pour déploiement stratégique) dans les 30 jours suivant la date d'approbation	Oui	39 modules disponibles dans les stocks pour déploiement stratégique ont été mis en place dans les 30 jours suivant la date d'approbation.	
Création d'une base de données de l'Équipe mondiale d'appui aux missions aux fins du recensement des compétences	1	Une base de données a été créée à l'usage de l'Équipe mondiale d'appui aux missions dans le cadre d'un projet pilote portant sur trois missions (MONUSCO, UNIFIL et ONUCI).	

Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications

Organisation de 2 exercices de déploiement à grande échelle concernant les spécialistes des technologies de l'information et des communications, afin de s'assurer que le personnel chargé d'établir les liaisons de communication est prêt à être déployé dans les opérations sur le terrain

Inspection et maintenance, afin de vérifier qu'ils sont prêts à être déployés à tout moment, de tous les modules de matériel informatique et de communications pour déploiement logistique aéroporté entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique

Mise à la disposition des nouvelles missions et/ou des missions en phase de renforcement d'un module géographique d'intervention rapide et de spécialistes des systèmes d'information géographique

2 Exercices de déploiement intégral réalisés à la BSLB et à la MINUAUCE

2 Modules de matériel informatique et de communications pour déploiement logistique aéroporté ayant fait l'objet d'un contrôle et d'un entretien réguliers

1 Module géographique d'intervention rapide et des spécialistes des systèmes d'information géographique mis en place à la MINUAUCE

1 Spécialiste des systèmes d'information géographique déployé à la FNUOD

Service de l'appui à la Base

Fourniture d'un appui administratif au déploiement de 85 membres du personnel dans diverses missions

Fourniture d'un appui administratif pour le recrutement, la gestion et les voyages de 25 consultants en services géospatiaux

67 Membres du personnel ayant bénéficié d'appui administratif. Le produit s'explique par les demandes moins nombreuses que prévu.

33 Consultants en services géospatiaux ayant bénéficié d'un appui administratif. Les demandes plus nombreuses des missions (UNSOA, MONUSCO et MINUAD) expliquent le produit inférieur aux prévisions.

Réalisation escomptée 1.3 : Fourniture d'un appui en matière de maintien de l'ordre, d'état de droit et de formation par les unités hébergées, aux missions de maintien de la paix et autres opérations sur le terrain

Indicateurs de succès prévus

Augmentation du nombre des composantes police, nouvelles et existantes, des missions qui bénéficient d'un appui, y compris l'appui à la Division de la police du Département des opérations de maintien de la paix (2012/13 : 6; 2013/14 : 13; 2014/15 : 14)

Augmentation du nombre de missions d'évaluation (2012/13 : 0; 2013/14 : 4; 2014/15 : 5)

Renforcement des échanges avec les composantes police ou les experts dans les missions pour mieux préparer la mise en place des services (2012/13 : 6; 2013/14 : 8; 2014/15 : 9)

Indicateurs de succès effectifs

Objectif atteint. 29 missions ont été effectuées pour apporter un soutien aux composantes police, nouvelles et existantes. Les demandes plus nombreuses expliquent le produit notablement supérieur aux prévisions.

4 missions d'évaluation ont été effectuées. Les demandes moins nombreuses expliquent le produit inférieur aux prévisions.

Objectif atteint. 14 échanges ont eu lieu avec les composantes police ou les experts dans les missions. Les échanges non programmés avec différentes missions, qui ont été menés par les équipes d'aide à distance, expliquent le

produit supérieur aux prévisions.

Augmentation du nombre des composantes judiciaires et/ou pénitentiaires, nouvelles et existantes, des missions qui bénéficient d'un appui (2012/13 : 6; 2013/14 : 8; 2014/15 : 9)

Objectif atteint. Un appui a été fourni à 10 missions (5 déploiements, à la MINUSCA, à la MINUSTAH, de la MONUSCO, à la MINUAD et à la MINUSS, et 5 visites d'évaluation et de vérification opérationnelles, à la MINUSS, à l'ONUCI, au BINUGBIS, à la MINUAD et à la MONUSCO).

<i>Réalisations prévues</i>	<i>Objectif(s) atteint(s) (nombre ou oui/non)</i>	<i>Observations</i>
Force de police permanente		
Exécution de 6 missions d'assistance d'une durée maximale de 3 mois auprès des composantes police d'opérations de maintien de la paix existantes afin de contribuer au renforcement des capacités des services nationaux de maintien de l'ordre	29	Missions d'assistance effectuées. Les demandes plus nombreuses des missions, en particulier la MANUA, de MINUSMA, ainsi que le bureau du PNUD au Tchad, expliquent le produit supérieur aux prévisions.
Création et renforcement des composantes police de 2 missions de taille moyenne nouvelles et/ou élargies	Non	Aucune demande n'a été présentée par les missions.
Fourniture d'un appui à la Division de la police du Département des opérations de maintien de la paix pour l'aider à établir 5 rapports d'examen ou d'évaluation	4	Rapports d'examen ou d'évaluation établis. Les demandes moins nombreuses expliquent le produit inférieur aux prévisions.
Exécution de 5 missions d'évaluation auprès des composantes police de missions de maintien de la paix, de missions politiques spéciales et d'organismes, fonds et programmes de l'Organisation des Nations Unies	Non	Aucune demande n'a été présentée par les missions.
Participation à 2 conférences internationales sur la police en vue d'établir des contacts directs avec les spécialistes de la police d'autres pays sur les pratiques optimales et de promouvoir les activités de la Force de police permanente, ainsi que la stratégie de la Division de la police	2	Participation à deux conférences internationales sur la police : la conférence sur le cadre d'orientation stratégique concernant le rôle de la police dans les opérations internationales de maintien de la paix et la Conférence annuelle de l'Association internationale des chefs de police
Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires		
Fourniture, sur demande, d'un appui à 4 missions nouvelles ou existantes, pendant 2 à 3 mois	5	Fourniture d'une capacité de mise en route à 1 mission nouvelle (MINUSCA) et d'un appui à 4 missions existantes (MINUSTAH, MONUSCO, MINUAD et MINUSS). Les demandes moins nombreuses expliquent le produit inférieur aux prévisions.

Exécution de 5 missions d'évaluation et de vérification opérationnelles auprès des composantes judiciaires et pénitentiaires d'opérations sur le terrain

Organisation d'actions d'information, dont la publication de 4 articles traitant de questions judiciaires et pénitentiaires, et 3 visites d'autres moyens/organisations internationales à déploiement rapide

Élaboration et publication de 6 rapports de fin de mission, de visite ou d'évaluation

Participation à une conférence internationale sur les questions judiciaires et pénitentiaires, en vue de suivre l'actualité des secteurs concernés à l'échelle mondiale, de créer des réseaux et de favoriser la mise en place de nouveaux partenariats, d'améliorer l'information et de promouvoir le rôle d'appui aux domaines judiciaire et pénitentiaire

Service intégré de formation

Organisation de 20 sessions de formation préalable au déploiement à l'intention de 320 membres du personnel civil

5 Des missions d'évaluation et de vérification opérationnelles ont été effectuées auprès de la MINUSS, de l'ONUCI, de la BINUGBIS, de la MINUAD et de la MONUSCO.

4 Des articles ont été diffusés et publiés sur iSeek, ainsi que dans des revues et bulletins d'information.

3 Des visites d'information ont été effectuées à New York et à Bruxelles lors de séminaires des cellules mondiales de coordination, et le représentant à Genève de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité s'est rendu à Brindisi (Italie).

11 Des rapports de fin de mission, de visite ou d'évaluation ont été élaborés et publiés pour : la MANUA (1), la MINUSCA (3), la MINUSTAH (2), le BINUGBIS (1), la MINUAD (1), la MONUSCO (2) et l'ONUCI (1). Le produit est supérieur aux prévisions car certaines de ces missions ont fait l'objet de 2 ou 3 rapports chacune.

1 Participation à la cinquième Conférence internationale des Nations Unies sur les questions pénitentiaires dans les opérations de paix, organisée au Burkina Faso

26 Des séances de formation préalable au déploiement ont été organisées à l'intention de 414 membres du personnel civil. Le produit est supérieur aux prévisions en raison de l'organisation de séances de formation pour la phase de mise en route de la MINUSCA, qui ont rassemblé environ 25 % du nombre total des participants. La conduite de sessions parallèles a permis aux participants supplémentaires de suivre la formation sans retarder leur déploiement.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	22 277,7	20 011,0	2 266,7	10,2
Personnel recruté sur le plan national	21 349,8	20 037,0	1 312,8	6,1
Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 168,5	895,3	273,2	23,4
Total partiel	44 796,0	40 943,3	3 852,7	8,6
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	491,9	648,2	(156,3)	(31,8)
Voyages	1 000,0	1 056,8	(56,8)	(5,7)
Installations et infrastructures	7 217,4	7 627,6	(410,2)	(5,7)
Transports terrestres	570,3	548,4	21,9	3,8
Transports aériens	—	—	—	—
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—
Communications	7 014,2	2 839,1	4 175,1	59,5
Informatique	7 971,2	11 261,6	(3 290,4)	(41,3)
Santé	351,0	70,4	280,6	79,9
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	926,6	1 488,1	(561,5)	(60,6)
Projets à effet rapide	—	—	—	—
Total partiel	25 542,6	25 540,2	2,4	0,0
Total brut	70 338,6	66 483,5	3 855,1	5,5
Recettes provenant des contributions du personnel	6 218,3	5 989,8	228,5	3,7
Total net	64 120,3	60 493,7	3 626,6	5,7
Contributions volontaires en nature (budgétisées)		—	—	—
Total	70 338,6	66 483,5	3 855,1	5,5

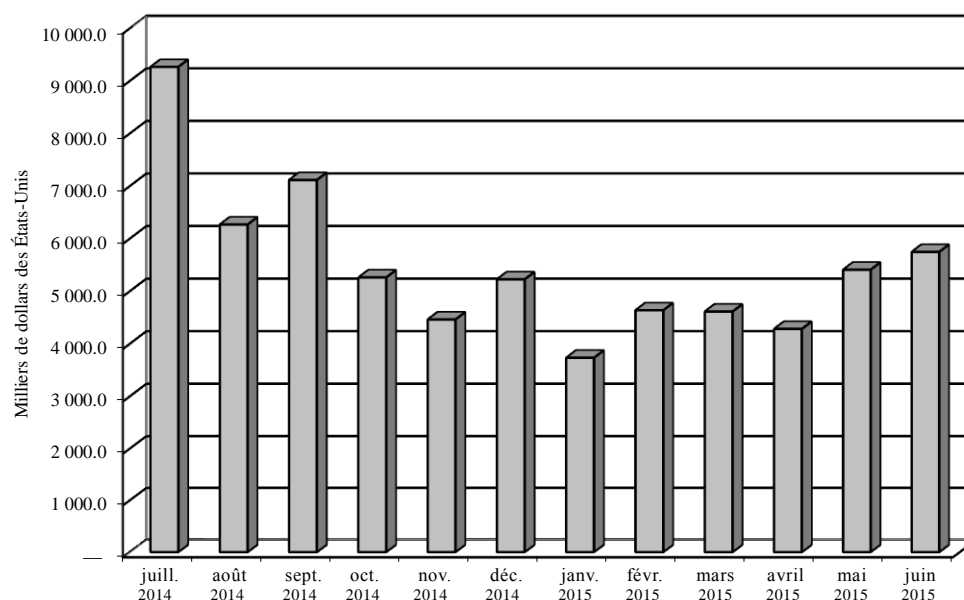
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégories	Répartition initiale	Appropriation	
		Montants réaffectés	Répartition révisée
Personnel civil	44 796,0	(146,3)	44 649,7
Dépenses opérationnelles	25 542,6	146,3	25 688,9
Total	70 338,6	–	70 338,6
Pourcentage de réaffectations			0,2

43. Des ressources ont été transférées de la catégorie « Personnel civil » à la catégorie « Dépenses opérationnelles » en prévision de l'augmentation de ces dernières. Toutefois, comme l'indique le tableau de la section III.A ci-dessus, le montant effectif des dépenses opérationnelles (25 540 200 dollars) n'a pas dépassé le montant total des crédits initialement approuvés (25 542 600 dollars) et il n'a donc pas été nécessaire de recourir aux fonds transférés.

C. Évolution des dépenses mensuelles



44. Le niveau élevé des dépenses engagées au cours du premier trimestre, et singulièrement en juillet 2014, tenait pour l'essentiel aux engagements contractés au titre d'activités importantes telles que la mise en œuvre du plan d'achat, dont le délai d'exécution est plus long, ainsi qu'à la facturation sur douze mois des coûts afférents aux services de distribution collective à Brindisi et à Valence, qui doivent être réglés en début d'exercice. Par ailleurs, compte tenu à la fois des exigences des procédures d'appels d'offres et d'attribution de marchés et du fait que les services

de télécommunications, de maintenance et d'assistance sont nécessaires toute l'année, les dépenses au titre de la rubrique « Informatique » ont aussi été engagées en début d'exercice.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produit des placements	135,8
Autres produits	226,4
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	388,2
Total	750,4

E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Mémorandum d'accord ^a	3 676,5
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	—
Total	3 676,5

^a Valeur des bâtiments à usage de bureaux, ateliers, entrepôts et terrains non bâtis mis à la disposition de l'ONU par le Gouvernement italien (2 851 400 dollars) et des bâtiments à usage de bureaux, bâtiments fonctionnels et terrains non bâtis mis à la disposition de l'ONU par le Gouvernement espagnol (825 100 dollars).

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	2 266,7	10,2 %

45. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par la réduction, décidée par la Commission de la fonction publique internationale, du coefficient d'ajustement applicable au personnel recruté sur le plan international, qui a été en moyenne de 44,8 % alors que le budget prévoyait un ajustement de 64,8 %.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	1 312,8	6,1 %

46. La sous-utilisation des crédits est essentiellement imputable à l'incidence favorable de l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro (le taux de

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Ne font l'objet d'une analyse que les écarts de plus ou moins 5 % ou 100 000 dollars.

change effectif moyen s'est en effet établi à 0,834 dollar pour un euro, alors que le budget prévoyait un taux de 0,736). Elle a toutefois été partiellement contrebalancée par le fait que le taux effectif de vacance des postes a été inférieur aux prévisions (3,9 % contre 6 %).

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	273,2	23,4 %

47. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) le taux moyen effectif de vacance des postes d'agent recruté sur le plan international (60 %), qui a été supérieur aux prévisions (30 %); b) les dépenses communes de personnel, qui ont été moins importantes que prévu pour le personnel recruté sur le plan international; c) l'incidence favorable de l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro, mentionnée ci-dessus, sur les traitements du personnel recruté sur le plan national prévus à la rubrique « Personnel temporaire (autre que pour les réunions) ».

	<i>Écart</i>	
Consultants	(156,3)	(31,8 %)

48. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) les dépenses imprévues consécutives au recrutement d'un consultant chargé de préparer, au titre d'un projet pilote, l'exercice de classement des emplois du personnel; b) le coût plus important qu'envisagé, du fait de leur complexité, des services d'ingénieurs-conseils fournis dans le cadre d'une étude sur les solutions durables de gestion des déchets solides et la conception d'installations de gestion intégrée des déchets solides destinées aux missions de l'ONU. Ce dépassement a été partiellement compensé par : a) le nombre plus important que prévu des séances de formation organisées à Brindisi et à Valence et des personnes en ayant bénéficié, qui a permis de réduire les dépenses relatives aux formateurs; b) le fait que les crédits destinés à la rémunération des formateurs avaient initialement été inscrits au budget à la rubrique « Consultants », alors que les dépenses ont été comptabilisées à la rubrique « Fournitures, services et matériel divers ».

	<i>Écart</i>	
Voyages	(56,8)	(5,7 %)

49. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le nombre plus élevé que prévu des demandes de voyages à des fins autres que la formation, y compris les ateliers destinés aux spécialistes locaux des processus Umoja, les ateliers concernant la conception et l'exécution des procédures de recouvrement des coûts dans Umoja et les ateliers relatifs aux services partagés.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(410,2)	(5,7 %)

50. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que les crédits relatifs aux fournitures et à certains équipements électriques avaient initialement été

inscrits au budget à la rubrique « Communications », alors que les dépenses ont été comptabilisées à la rubrique « Installations et infrastructures ».

	<i>Écart</i>	
Communications	4 175,1	59,5 %

51. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que les crédits relatifs aux fournitures et à certains équipements électriques avaient initialement été inscrits à la rubrique « Communications », alors que les dépenses ont été comptabilisées à la rubrique « Installations et infrastructures ».

	<i>Écart</i>	
Informatique	(3 290,4)	(41,3 %)

52. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) le fait que les crédits relatifs à la maintenance des équipements avaient initialement été inscrits à la rubrique « Communications », alors que les dépenses ont été comptabilisées à la rubrique « Informatique »; b) les coûts d'exploitation des installations de stockage qui ont dépassé les prévisions en raison de retards dans l'établissement du nouveau contrat de location relatif au stockage des données.

	<i>Écart</i>	
Santé	280,6	79,9 %

53. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) le fait que les dépenses relatives aux services médicaux ont été moindres que prévu en raison du faible nombre de médecins-conseils qualifiés maîtrisant l'anglais; b) le non-règlement des frais de gestion des entrepôts médicaux et des stocks, car les bons de commande n'ont pas été émis avant la clôture de l'exercice.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(561,5)	(60,6 %)

54. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que les crédits relatifs aux formateurs et aux services de maintenance avaient initialement été inscrits au budget aux rubriques « Consultants » et « Installations et infrastructures », respectivement, alors que les dépenses ont été comptabilisées à la rubrique « Fournitures, services et matériel divers ».

V. Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique

55. Pendant l'exercice budgétaire 2014/15, la composition des stocks pour déploiement stratégique a été examinée et leur composition finale, d'un montant de 92,7 millions de dollars, a été approuvée en avril 2015. Les principaux changements étaient les suivants :

a) Une augmentation de 49 % au titre du génie découlant d'une hausse de la consommation et de la demande de structures modulaires en dur et à parois souples et de groupes électrogènes, ainsi que de la mise en place de camps avancés de 100 hommes;

b) Une augmentation de 29 % au titre de l'informatique et des communications découlant de la mise en place de postes de commandement mobiles et d'une intensification de la demande et de l'utilisation de matériel de réseau et de communications par satellite;

c) Une diminution de 30 % au titre des services médicaux découlant d'une réduction des stocks d'articles peu utilisés, tels que les modules Laboratoire et les trousses de traitement des blessures par balle;

d) Une augmentation de 23 % au titre des fournitures découlant de l'acquisition de grilles d'atterrissage pour hélicoptères, de matériel frigorifique et de citernes à carburant, ainsi que de l'intensification de la consommation de matériel de sûreté et de sécurité et de matériel d'hébergement, de la hausse de la demande pour ce type de matériel et de l'utilisation de plus en plus répandue de structures modulaires à usage de bureaux;

e) Un écart positif de 26 % au titre des transports découlant de l'augmentation de l'utilisation des véhicules blindés, des véhicules légers, des ambulances et des remorques ainsi que d'une hausse de la demande pour ces véhicules.

Ressources financières

56. Le montant total des fonds affectés aux stocks pour déploiement stratégique pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 est de 110,8 millions de dollars, dont 45,3 millions de dollars correspondant au solde des fonds de l'exercice précédent, 63,3 millions de dollars correspondant à la valeur de remplacement du matériel issu des stocks pour déploiement stratégique transféré à des missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales, et 2,2 millions de dollars correspondant à d'autres produits et ajustements.

57. La valeur de remplacement du matériel transféré aux missions et les mouvements de fonds relatifs aux stocks pour déploiement stratégique sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Valeurs de remplacement du matériel issu des stocks pour déploiement stratégique transféré aux missions

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.)

<i>Destination</i>	<i>Montant</i>
Opérations de maintien de la paix	
Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement	1 707,9
Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo	53,6
Force intérimaire des Nations Unies au Liban	205,1
Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei	1 643,7
Base de soutien logistique des Nations Unies	15,0

<i>Destination</i>	<i>Montant</i>
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	1 219,5
Mission des Nations Unies au Libéria	775,4
Mission des Nations Unies au Soudan du Sud	801,3
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	2 225,0
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine	46 036,2
Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire	18,5
Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	1 946,4
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	276,6
Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie	327,8
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour	33,9
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	47,0
Total partiel	57 332,9
Missions politiques spéciales, missions de consolidation de la paix et autres bénéficiaires	
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	127,1
Mission des Nations unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola	3 447,5
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	1,4
Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies chargée du démantèlement du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne	2,6
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine	64,7
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	4,5
Siège de l'Organisation des Nations Unies	2,0
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	2 326,2
Total partiel	5 976,0
Valeur totale de remplacement du matériel transféré aux missions au cours de l'exercice	63 308,9

Mouvements de fonds relatifs aux stocks pour déploiement stratégique et catégories de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015)

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Solde reporté de l'exercice 2013/14	45 348,4
Valeur de remplacement du matériel transféré aux missions au cours de l'exercice 2014/15	63 308,9

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Autres produits et ajustements au cours de l'exercice 2014/15	2 211,6
Valeur totale	110 868,9
Report du solde inutilisé et d'autres produits de l'exercice 2014/15 à l'exercice 2015/16	76 606,2
Dépenses en 2014/15	34 284,1
Engagements d'exercices antérieurs: annulations	(21,4)
Dépenses totales	110 868,9
Catégorie de dépenses	
Installations et infrastructures	12 411,7
Transports terrestres	12 465,7
Transports aériens	700,4
Transports maritimes et fluviaux	1 330,6
Communications	1 292,0
Informatique	4 414,1
Services médicaux	344,1
Fournitures, services et matériel divers	1 325,5
Dépenses en 2014/15	34 284,1

VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

58. En ce qui concerne le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, soit 3 855 100 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres produits et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2015, qui s'élèvent à 750 400 dollars, provenant d'intérêts créditeurs (135 800 dollars), de produits divers (226 400 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (388 200 dollars).

VII. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et du Comité des commissaires aux comptes approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/309

A. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Demande

Mesures prises

A/69/839/Add.9

Le Comité consultatif estime qu'il importe de préciser davantage les divers arrangements qui ont été prévus en vue de la prestation d'un appui administratif aux missions et de faire preuve d'une transparence totale en ce qui concerne les ressources mises à la disposition de la BSLB et les accords de recouvrement des coûts. Il recommande à l'Assemblée générale de demander au Secrétaire général de fournir dorénavant dans ses rapports sur l'exécution du budget et dans ses projets de budget relatifs à la Base des renseignements détaillés sur les postes, emplois de temporaire et autres ressources mis à la disposition de la Base par les missions ou les bureaux, y compris les services fournis à chaque mission. Dans le même temps, il convient d'indiquer clairement dans les budgets des missions les ressources correspondantes qui sont affectées à la Base ou ont fait l'objet d'une réduction. Le Secrétaire général doit également préciser quels sont les paramètres budgétaires qui ont été appliqués aux prévisions de dépenses pour les titulaires de poste ou d'emploi de temporaire qui ont été affectés ou détachés à la Base (traitements, autres dépenses de personnel, dépenses communes de personnel, personnel temporaire, taux de vacance de postes, dépenses de fonctionnement connexes et tout autre facteur pertinent), ainsi que les estimations relatives des ressources nécessaires, s'agissant des postes ou des emplois de temporaire, s'ils avaient été conservés dans la mission, le service ou le bureau d'origine (par. 24).

Conformément aux ressources autorisées pour la MANUL pour l'exercice biennal 2014-2015, le Centre de services mondial a accueilli 15 fonctionnaires de cette mission (10 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 5 sur le plan national) qui sont intégrés dans la structure du Centre et qui exercent des fonctions pour les deux entités (la MANUL et le Centre, y compris les entités auxquelles ce dernier apporte son concours).

Ce concept opérationnel s'est révélé très efficace, la MANUL ayant constaté un gain d'efficacité d'environ 1 million de dollars par an. Par ailleurs, au vu de la détérioration des conditions de sécurité en Libye, la MANUL a été contrainte d'évacuer certains membres de son personnel et de les affecter à la Base de juillet 2014 à mars 2015. Pendant cette période, le Centre a accueilli provisoirement 75 fonctionnaires de la MANUL et a assuré la continuité des services d'appui.

Les ressources mises à disposition de la Base par l'UNOWA et l'UNOCA étaient les suivantes :

a) UNOWA : 1 fonctionnaire chargé des achats recruté sur le plan national en poste à Dakar, inscrit au budget de l'UNOWA, mais relevant du chef de la section des achats du Centre dans l'exercice de ses fonctions. Conformément à l'accord de prestation de services qui a été signé, l'UNOWA rembourse au Centre la somme de 40 000 dollars par an pour les services d'achat fournis depuis Brindisi à compter du 1^{er} avril 2015;

b) UNOCA : 1 fonctionnaire chargé des achats recruté sur le plan national en poste à Libreville, inscrit au budget de l'UNOCA, mais relevant du chef

Le Comité consultatif compte que tout sera fait pour appliquer les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et que des détails sur les résultats effectifs et les objectifs à atteindre seront donnés dans le prochain rapport sur l'exécution du budget (par. 28).

Étant donné le grand nombre d'entités qui bénéficient des services de la Base de soutien logistique, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de lui fournir dans ses prochains rapports sur l'exécution du budget et sur les projets de budget pour la BSLB, à titre d'information, une synthèse des fonds extrabudgétaires mis à la disposition de la Base, des ressources utilisées (y compris des ressources en personnel), ainsi que des services fournis à des entités extérieures (par. 51).

de la section des achats du Centre dans l'exercice de ses fonctions. Conformément à l'accord de prestation de services qui a été signé, l'UNOCA était tenu de rembourser au Centre la somme de 40 000 dollars par an pour les services d'achat fournis depuis Brindisi à compter du 31 mars 2015, mais il a été décidé qu'il commencerait à rembourser les fonds à partir du 1^{er} janvier 2016.

Au total, on dénombrait 31 recommandations, dont 2 issues de l'audit de 2012/2013 et 29 issues de l'audit de 2013/14. Elles concernaient le matériel, la stratégie globale d'appui aux missions, les opérations aériennes, l'informatique et les communications, la gestion des risques, la gestion des programmes et les voyages. À ce jour, le Centre a donné suite à 19 recommandations et 12 sont en cours d'application.

S'agissant du concours apporté à des entités extérieures, le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a offert, pendant l'exercice 2014/15, des services informatiques et des services de communications, sans marge bénéficiaire, aux entités ci-après ne relevant pas du Département de l'appui aux missions : le Département des affaires économiques et sociales, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Bureau de l'informatique et des communications, le Département de la sûreté et de la sécurité, le Centre international de calcul des Nations Unies, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et le Programme alimentaire mondial. Les services ont été les suivants :

- a) Services de connexion;
- b) Stockage de données;
- c) Services de télécommunications;
- d) Services d'hébergement;
- e) Services concernant les applications;
- f) Suivi des événements;
- g) Services internes.

Un fonds distinct a été créé dans Umoja afin de garantir une transparence totale concernant le recouvrement des coûts et les ressources utilisées pour

Demande

Mesures prises

Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 39 de son rapport précédent (A/68/782/Add.8), il avait recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de fournir, dans son rapport suivant sur la Base, des informations détaillées sur l'examen du niveau et de la composition des stocks pour déploiement stratégique, y compris sur l'état des stocks, avant et après la réduction de juin 2012, et sur les gains d'efficacité obtenus par la suite dans la gestion des stocks pour déploiement stratégique. À la section V du projet de budget, le Secrétaire général indique que l'examen du niveau et de la composition des stocks pour déploiement stratégique est en cours et que des informations actualisées seront communiquées à son issue. Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fera figurer des renseignements détaillés sur les résultats de cet examen dans ses prochains rapports sur la Base (par. 76).

A/68/782/Add.8

Le Comité consultatif insiste sur la nécessité de comptabiliser et de communiquer de façon détaillée et transparente les coûts de fonctionnement des pôles informatiques de Brindisi et de Valence. Le Comité note que les projets globaux, notamment Umoja et Inspira,

fournir ces services.

Le montant total des coûts recouvrés auprès des entités ne relevant pas du Département de l'appui aux missions pendant l'exercice 2014/15 a atteint 2 486 012 dollars. La totalité des fonds ainsi recouvrés sert à offrir des services aux mêmes clients. Le coût de chaque service comprend le coût des ressources utilisées pour fournir l'appui. Les dépenses totales au titre des agents contractuels chargés de fournir les services d'appui se sont élevées à 146 834 dollars.

Au cours de l'exercice 2015/16, un poste P-5 de coordonnateur des services informatiques et des services de communications a été créé et financé au moyen de fonds extrabudgétaires provenant du remboursement des services fournis. Le titulaire du poste gère et supervise les relations avec les entités ne relevant pas du Département de l'appui aux missions et veille à la transparence du recouvrement des coûts et des ressources utilisées pour fournir les services.

L'examen de la composition des stocks pour 2014/15 a été achevé en avril 2015. Quatre points en sont ressortis :

- a) 17 éléments, correspondant à un montant de 2,3 millions de dollars, ont été retirés des stocks car ils n'étaient pas considérés comme stratégiques;
- b) 349 éléments, correspondant à un montant de 75,3 millions de dollars, ont été maintenus, dont 270 au même niveau que celui approuvé pour l'exercice précédent (2013/14), 14 en quantité inférieure et 65 en quantité supérieure;
- c) 18 éléments, correspondant à un montant de 11,5 millions de dollars, ont été ajoutés car ils étaient considérés comme essentiels pour le démarrage d'une opération de maintien de la paix;
- d) La composition des stocks pour déploiement stratégique a été alignée sur le programme d'organisation en modules.

Les coûts d'hébergement d'Umoja et des services d'appui connexes relèvent principalement du plan relatif aux coûts indirects d'Umoja, géré par la Division de l'informatique et des communications. Pendant l'exercice considéré, le Centre de services

Demande	Mesures prises
<p>sont financés au moyen du budget ordinaire, du compte d'appui, du budget de chacune des missions de maintien de la paix et de ressources extrabudgétaires. Dans son rapport sur les questions concernant l'ensemble des opérations de maintien de la paix, le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de rendre compte de façon transparente, dans les prochains projets de budget de la BSLB et dans les rapports sur l'exécution de ces budgets, de la totalité des ressources mises à la disposition de la Base et du pôle de Valence pour assurer l'hébergement d'Umoja et fournir les services d'appui connexes, y compris les recettes provenant du recouvrement des coûts auprès des opérations de maintien de la paix et des départements, bureaux et autres entités bénéficiant de ces services (par. 24).</p> <p>Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de fournir, dans son prochain rapport sur la BSLB, des informations détaillées sur la révision du niveau et de la composition des stocks pour déploiement stratégique, y compris sur l'état des stocks, avant et après la réduction de juin 2012, et sur les gains d'efficacité obtenus par la suite dans la gestion des stocks pour déploiement stratégique (par. 39).</p>	<p>mondial a reçu du matériel et des services financés dans le cadre du plan susmentionné et a accueilli le service d'assistance de niveau 2, financé par la Division. Il ne perçoit pas de recettes et ne procède pas au recouvrement des coûts liés à Umoja.</p>
	<p>Composition des stocks pour déploiement stratégique</p> <p>Pendant l'exercice budgétaire 2014/15, la composition des stocks pour déploiement stratégique a été examinée et leur composition finale, d'un montant de 92,7 millions de dollars, a été approuvée en avril 2015. Les principaux changements étaient les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Une augmentation de 49 % au titre du génie découlant d'une hausse de la consommation et de la demande de structures modulaires en dur et à parois souples et de groupes électrogènes, ainsi que de la mise en place de camps avancés de 100 hommes; b) Une augmentation de 29 % au titre de l'informatique et des communications découlant de la mise en place de postes de commandement mobiles et de l'intensification de la demande et de l'utilisation de matériel de réseau et de communications par satellite; c) Une diminution de 30 % au titre des services médicaux découlant d'une réduction des stocks d'articles peu utilisés, tels que les modules Laboratoire et les trousse de traitement des blessures par balle; d) Une augmentation de 23 % au titre des fournitures découlant de l'acquisition de grilles d'atterrissage pour hélicoptères, de matériel frigorifique et de citernes à carburant, ainsi que de l'intensification de la consommation de matériel de sûreté et de sécurité et de matériel d'hébergement, de la hausse de la demande pour ce type de matériel et de

l'utilisation de plus en plus répandue de structures modulaires à usage de bureaux;

e) Un écart positif de 26 % au titre des transports découlant de l'augmentation de l'utilisation des véhicules blindés, des véhicules légers, des ambulances et des remorques ainsi que d'une hausse de la demande pour ces véhicules.

Niveau des stocks

Les stocks pour déploiement stratégique au 30 juin 2012, avant les réductions, équivalaient à un montant de 76,7 millions de dollars. Pendant l'exercice 2012/13, le niveau des stocks a augmenté de 6 %, mais cette augmentation découlait principalement de l'acquisition de matériel commandé pendant l'exercice 2011/12. Au cours de l'exercice 2012/13, à la suite du transfert des fonctions de gestion des stocks pour déploiement stratégique de la Division du soutien logistique au Centre de services mondial, ce dernier a examiné la composition des stocks et a décidé de retirer des stocks les articles non stratégiques (ceux ayant été jugés non stratégiques et ceux qui, selon les statistiques, étaient peu utilisés ou inutilisés) et d'ajouter des articles considérés comme essentiels lors du démarrage d'une opération de maintien de la paix. Pendant l'exercice 2013/14, le Centre est parvenu à diminuer le niveau des stocks de 60 % en envoyant les articles retirés des stocks à des opérations de maintien de la paix et des missions politiques nouvelles ou existantes, tout en faisant l'acquisition des articles jugés essentiels. Pendant l'exercice 2014/15, les stocks ont augmenté de 41 % par rapport à leur niveau au 30 juin 2014, mais seuls des articles stratégiques ont été achetés.

Gains d'efficacité

Capacités permettant de répondre aux besoins. À la suite du transfert de la gestion des stocks pour déploiement stratégique de la Division du soutien logistique au Centre pendant l'exercice 2012/13, le Centre a modifié les stocks de façon qu'ils puissent répondre aux besoins lors du démarrage d'une opération de maintien de la paix en y intégrant uniquement des articles considérés comme essentiels et en retirant ceux jugés non stratégiques et ceux qui étaient, selon les statistiques, rarement utilisés, voire jamais. Afin d'atteindre un niveau de capacités approprié, il s'est intéressé aux éléments suivants :

<i>Demande</i>	<i>Mesures prises</i>
	<p>a) Les données concernant l'utilisation des stocks pour déploiement stratégique (5 derniers exercices budgétaires);</p> <p>b) Les achats effectués directement par les missions (5 derniers exercices budgétaires);</p> <p>c) L'harmonisation avec le programme d'organisation en modules (camps de 200 hommes);</p> <p>d) La possibilité d'une gestion partagée des stocks;</p> <p>e) Le niveau des stocks pour déploiement stratégique;</p> <p>f) La possibilité de prévoir des moyens logistiques dans les contrats cadres mondiaux;</p> <p>g) Les options d'approvisionnement;</p> <p>h) Le délai de réapprovisionnement.</p> <p>Gestion des stocks. Après le transfert, le Centre a en outre pris en charge la gestion des biens. Cela lui a permis d'exercer son rôle de centralisation en écoulant les stocks qui avaient été acquis pendant les exercices 2011/12 et 2012/13. En deux ans, les stocks ont diminué de 60 % et, dans le même temps, des articles essentiels au démarrage des opérations de maintien de la paix ont été acquis. Rien que pendant l'exercice 2013/14, le Centre a expédié du matériel provenant des stocks équivalant à un montant de 87 millions de dollars (valeur d'achat) aux opérations de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales, ce qui représente le montant le plus élevé depuis la mise en place des stocks pour déploiement stratégique. En outre, il est parvenu à écouler les stocks anciens.</p>

B. Comité des commissaires aux comptes

<i>Demande</i>	<i>Mesures prises</i>
A/69/5 (Vol. II), chap. II	
Le Comité recommande que le Centre stratégique des opérations aériennes, relevant du Centre de services mondial, analyse de façon approfondie les coûts de fonctionnement de la flotte aérienne de l'ONU afin de trouver les moyens d'obtenir des gains d'efficacité (par. 194).	<p>Pendant la période considérée, le Centre de services mondial a mis la dernière main au rapport relatif à l'analyse des coûts pour toutes les missions de maintien de la paix, comprenant des recommandations à mettre en œuvre avant le 30 août 2015.</p> <p>Le Centre stratégique des opérations aériennes a</p>

*Demande**Mesures prises***A/68/5 (Vol. II), chap. II**

Le Comité recommande que l'Administration accélère la mise en place des sept autres modules et de la stratégie d'achat connexe des moyens logistiques au cours des 18 mois restants pour mettre en œuvre la stratégie globale d'appui aux missions, de façon que les moyens logistiques de déploiement rapide des missions soient pleinement opérationnels au plus vite (par. 195).

Le Comité recommande que l'Administration examine les lacunes recensées dans la planification des achats et la gestion des avoirs à l'échelle mondiale (par. 209).

analysé les coûts des vols interrégionaux pour quatre missions en coopération avec la Section des transports aériens au Siège, et des recommandations ont été faites aux missions sur les mesures à prendre.

Le projet d'exécution, le devis quantitatif, les spécifications techniques et les dessins préliminaires pour des camps de 50, 200 et 1 000 hommes, ont été achevés. L'étude d'avant-projet et la conception d'ensemble pour la base logistique et la base aérienne ont été achevées en 2015.

Un projet de cahier des charges pour les contrats-cadres proposés a été établi. Un appel d'offres préliminaire concernant les moyens logistiques pour un camp de 200 hommes (l'un des 5 modules de services) a été publié en janvier 2015. Le Département de l'appui aux missions et le Département de la gestion considèrent le contrat envisagé comme un projet pilote, car il sera particulièrement difficile d'établir un contrat régional à effet différé avec les sous-traitants selon le principe du meilleur rapport qualité-prix, les services connexes envisagés consistant à appuyer diverses missions, dont les modes d'opération, l'environnement et les conditions de sécurité diffèrent, ce qui influe directement sur les tarifs unitaires établis par les fournisseurs pour chaque module et sur les frais généraux connexes. L'Organisation avait prévu de conclure ce contrat avant juin 2015, mais l'invitation à soumissionner ne sera envoyée que lorsque les services du Siège auront achevé leurs consultations.

Le Centre de services mondial est chargé de centraliser les fonctions de gestion des avoirs à l'échelle mondiale et a appliqué les directives du Siège.

À l'issue de consultations, le Département de l'appui aux missions a conclu qu'il fallait établir des directives relatives à la planification des achats et à la gestion des avoirs à l'échelle mondiale, tâche à laquelle contribue le Service de la logistique du Centre de services mondial.